

# RAPPORT D'ACTIVITE 2019

Rapport d'activité approuvé par  
l'Assemblée générale 2020

**COLLECTIF**  
NATIONAL DROITS DE L'HOMME  
**ROME EUROPE**

CNDHRomeurope



CNDH\_Romeurope



[www.romeurope.org](http://www.romeurope.org)

# Table des matières

|                                                                                     |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| I. Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope .....                          | 5         |
| 1. Historique .....                                                                 | 5         |
| 2. Objectif .....                                                                   | 5         |
| 3. De qui parle-t-on ? .....                                                        | 5         |
| 3. Missions.....                                                                    | 6         |
| 4. Destinataires des actions du collectif .....                                     | 7         |
| 5. Les principes qui guident nos actions.....                                       | 8         |
| 6. Les membres et la composition du Collectif en 2019.....                          | 8         |
| 7. Fonctionnement et gouvernance .....                                              | 10        |
| 8. L'équipe salariée du CNDH Romeurope .....                                        | 11        |
| II. LES ACTIONS DU CNDH ROMEUROPE EN 2019.....                                      | 12        |
| <b>1. Animation de réseau et appui aux membres.....</b>                             | <b>12</b> |
| A) Diffusion et mutualisation de l'information.....                                 | 12        |
| B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope.....                                 | 12        |
| C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France .....                          | 14        |
| D) Les déplacements en région des salariées.....                                    | 14        |
| E) Appui aux membres, capitalisation et formations.....                             | 16        |
| F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau.....             | 19        |
| <b>2. Observatoire.....</b>                                                         | <b>19</b> |
| A) Observatoire du terrain et des politiques nationales.....                        | 19        |
| B) Observatoire des expulsions de lieux de vie.....                                 | 21        |
| C) Expulsions : veille jurisprudentielle .....                                      | 22        |
| D) Observatoire des incendies.....                                                  | 23        |
| <b>3. Plaidoyer, communication et sensibilisation .....</b>                         | <b>24</b> |
| A) Plaidoyer national .....                                                         | 24        |
| B) Plaidoyer en région en Ile-de-France .....                                       | 28        |
| C) Plaidoyer sur les municipales.....                                               | 29        |
| D) Plaidoyer européen et international.....                                         | 30        |
| F) Communication et médias.....                                                     | 31        |
| G) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations ..... | 31        |
| <b>Annexe .....</b>                                                                 | <b>36</b> |

## **COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE**

### **ASSOCIATIONS NATIONALES**

ATD Quart Monde - CCFD-Terre Solidaire - La Cimade - FNASAT - Ligue des Droits de l'Homme - Médecins du Monde - MRAP - Première Urgence Internationale - Secours Catholique - Union Juive française pour la Paix

### **ASSOCIATIONS LOCALES**

ABCR (Association biterroise contre le racisme) - ACINA (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) - ALPIL (Action pour l'insertion par le logement) - AREA (Association recherche éducation action) - ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASET 93 - ASEFRR (Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) - Association humanitaire William Penn - Association solidarité Roms de Saint-Étienne - Les bâtisseurs de cabanes - C.L.A.S.S.E.S (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien des enfants des squats) - ECODROM - Eurrom - IFRM (Insertion des familles roms de Moulin-Galant) - L'école au présent - L'école enchantée - Les enfants du canal - EURROM - Habitat Cité - Hors la rue - Rencontres Tsiganes - Roms action - Romeurope 94 - Rom réussite - Système B comme bidonville - Une famille un toit 44

### **COLLECTIFS**

Collectif Roms de Gardanne (13) - Collectif Solidarité Roms Toulouse (31) - Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44) - Collectif Solidarité Roms Lille Métropole (59) - Collectif RomParis (75) - Collectif Romeurope Centre 77 - Collectif Romeurope du Val Maubuée (77) - Romyvelines (78) - Collectif Romeurope Antony (92) - Collectif de soutien aux Roumains d'Ivry (94) - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95)

En 2019, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope a bénéficié du soutien de :



# I. Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

## 1. Historique

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope (CNDH Romeurope) a été créé en octobre 2000, à Paris, à l'issue du colloque européen organisé par Médecins du Monde et intitulé « Roms, Sintés, Kalés, Tsiganes en Europe. Promouvoir la santé et les droits d'une minorité en détresse ». Ce colloque présentait les résultats alarmants d'une recherche-action pour la promotion de la santé, menée à l'initiative de Médecins du Monde par le réseau Romeurope dans six pays de l'Union européenne dont la France. Ces travaux concluaient aux liens essentiels entre le respect des droits fondamentaux et les graves problèmes de santé rencontrés par les populations roms en situation de grande pauvreté. Les associations présentes à cette initiative ont donc décidé de fonder ce collectif pour agir en France de manière coordonnée sur ce sujet à partir de leur champ propre de compétence, humanitaire ou de défense des droits.

## 2. Objectif

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, regroupe 48 associations et collectifs locaux, qui ont pour objet commun le soutien et la défense des droits des personnes originaires d'Europe de l'Est, contraintes de vivre en bidonville, squat ou autres lieux de survie en France. La plupart de ces personnes sont Roms ou désignées comme Roms.

Le CNDH Romeurope s'attache à défendre l'accès au droit commun et l'effectivité des droits de ces personnes en France. En s'appuyant sur un travail d'observatoire, de plaidoyer, d'échange et de confrontation des expériences, le CNDH Romeurope mène des luttes contre toutes les formes de discriminations et contre les pratiques abusives perpétrées à l'encontre de ces personnes.

## 3. De qui parle-t-on ?

Le CNDH Romeurope inscrit son action à la croisée de la lutte contre le mal-logement (bidonville, squats, situations de rue hôtels sociaux inadaptés), de la lutte contre la précarité et de la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination, notamment les discriminations raciales et sociales subies par les personnes d'origine Rom – réelle ou supposée.

Il est important de noter que la grande majorité des Roms en France ne vit ni en bidonville, ni en squat. De même, une grande partie des personnes vivant en bidonville ou en squat en France ne sont ni Roms, ni même roumains ou bulgares.

Le CNDH Romeurope alerte depuis longtemps sur la dangerosité d'une approche ethnicisée de la situation de ces personnes. Il existe des responsabilités croisées dans la construction d'une catégorie « Rom » stigmatisée : politiques, médiatiques, académiques, associatives et militantes. Cette stigmatisation fait des personnes dites Roms la cible de discriminations dans tous les domaines de la vie socio-économique, ce qui conduit à la violation de leurs droits.

Face à ce danger le CNDH Romeurope réaffirme sa position :

- Il n'est pas de problèmes spécifiquement « Roms » qui mériteraient des dispositions dérogatoires ou mesures particulières, le droit commun doit demeurer la règle.
- En tant que ressortissants européens, citoyens roumains ou bulgares, demandeurs d'asile ou sans papiers, en tant que sans-abri, demandeurs d'emploi ou malades, en tant qu'enfants en âge scolaire, que parents en situation précaire ou mineurs isolés... : chaque personne bénéficie de droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu présent en France.
- Il existe cependant une culture et une mémoire rom d'autant mieux exprimées et valorisées par les Roms eux-mêmes. Leur histoire ne doit pas leur être déniée. La lutte contre les discriminations subies par les personnes revendiquant leur appartenance à cette culture et les personnes considérées comme Roms et discriminées de ce fait, fait partie des actions du collectif.

Pour aller plus loin, rendez-vous sur notre site  « [De qui parle-t-on ?](#) »

### 3. Missions

Les missions principales du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope sont les suivantes :



**Un observatoire du respect des droits fondamentaux**, à travers des actions de veille juridique, la publication de rapports basés sur des remontées des membres présents sur le terrain et la capitalisation d'expériences mises en œuvre au niveau local.



**Une plateforme d'échanges et de mutualisation de pratiques et d'expériences pour les citoyens et acteurs associatifs.** Le CNDH Romeurope organise l'échange d'information, et d'expériences locales, la mutualisation des compétences, l'élaboration d'outils sur les différentes thématiques : séjour, santé, travail, enfance et scolarisation, habitat, droits sociaux, discriminations...



**Une structure militante** qui a vocation à : informer et interpeller les responsables politiques et institutionnels à l'échelle nationale et européenne sur la question du non-respect des droits des citoyens d'Europe de l'Est vivant en squats et bidonvilles ; faire connaître aux citoyens la réalité de la situation de ces personnes ; mener des luttes pour la défense de leurs droits, sans mesures spécifiques mais en application du droit commun.

#### 4. Destinataires des actions du collectif

Le travail du CNDH Romeurope s'adresse à une palette d'acteurs concernés par la question des bidonvilles, des squats, des Roms : associations, services de l'Etat, administrations centrales, collectivités territoriales, citoyens concernés...

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2019, **plus de 2500 personnes ont été concernées directement** : les membres du CNDH, les destinataires de nos emails de partage d'information et newsletters, des partenaires associatifs et institutionnels, des journalistes, les destinataires de nos interventions publiques et formations...

A ce chiffre s'ajoutent les **510 personnes atteintes par mois en moyenne via Facebook et les près de 30 000 vues de tweets chaque mois sur Twitter** - hors mars 2019 où les tweets ont généré 138 000 vues dans un contexte particulier d'agressions racistes en Ile-de-France.

**Les bénévoles et salariés d'associations et collectifs locaux** sont ceux qui sont les plus proches et les plus en lien avec les habitants des squats et bidonvilles originaire d'Europe de l'Est. Ils constituent **un réseau de 320 individus** inscrits sur les listes mail internes du CNDH Romeurope.

Avec le soutien du CNDH Romeurope, ils se mobilisent aux côtés des personnes, souvent en familles, en situation de grande précarité, venant essentiellement de pays d'Europe de l'Est, contraintes en l'absence de solution d'hébergement ou de logement de vivre dans des bidonvilles, des squats ou dans la rue. **Ils représentent une population de 15 à 20 000 personnes dans plus de 500 bidonvilles ou squats<sup>1</sup>**. Leurs principaux lieux d'installation sont l'Ile-de-France et les métropoles de Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Grenoble... Parce que les bidonvilles et les squats sont la conséquence directe d'une pauvreté extrême, il est fréquent de les retrouver dans des villes et des quartiers où la pauvreté est déjà élevée. **Ces lieux de vie précaires sont souvent au cœur ou juste à la frontière des quartiers dits « politique de la ville ».**

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France (voir ci-dessous « Les membres et la composition du Collectif en 2019 »).

**Pour aller plus loin, rendez-vous sur notre site**  « [La carte des membres](#) »

<sup>1</sup> Source, Etat des lieux des bidonvilles en France métropolitaine au 1er juillet 2018, DIHAL  
[https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/11/recensement\\_juillet\\_2018\\_vweb.pdf](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/11/recensement_juillet_2018_vweb.pdf)

## 5. Les principes qui guident nos actions

En avril 2019, le CNDH Romeurope s'est doté d'une charte d'adhésion, ainsi que d'une politique de protection des publics fragiles.

## 6. Les membres et la composition du Collectif en 2019

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Sur les 45 associations et collectifs membres du CNDH Romeurope, 36 (80%) sont des associations, 9 (20%) sont des collectifs.

Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France. Les actions des associations et collectifs membres s'organisent selon plusieurs axes, en fonction des réalités et besoins locaux :

- **Support à la vie quotidienne des personnes et accompagnement vers le droit commun** : accompagnement social, professionnel, juridique, psychologique, sanitaire...
- **Réalisation de projets** : en lien avec l'hébergement/logement, la scolarisation, l'insertion par le travail, la médiation avec les structures publiques, la lutte contre les discriminations...
- **Actions de plaidoyer** : mobilisations politiques pour faire respecter/avancer les droits des personnes en squat et en bidonville. Mobilisations souvent en lien avec la lutte des sans-papiers, des sans-abris, des travailleurs précaires. Ces actions peuvent aussi être juridiques contre les abus et/ou les discriminations de l'administration.
- **Actions de sensibilisation et de communication** : auprès du grand public dans le cadre de réunions publiques, projections de films, formations, occasions festives mais aussi conférences et communiqués de presse.

Les 5 sujets les plus couverts par les membres du CNDH Romeurope sont :

- L'habitat, l'accès à l'hébergement et au logement (77,5% des membres)
- L'éducation (73,3%)
- Les droits sociaux (64,4%)
- La lutte contre le racisme et les préjugés (60%)
- La santé (51,1%)

Pour 24 associations et collectifs membres (53,3%), la question des personnes en squats et/ou en bidonville et/ou personnes roms **représente 100%** de leurs activités. Pour 21 associations et collectifs membres (46,7%), la question des personnes en squats et/ou en bidonville et/ou personnes roms **représente une partie** de leurs activités.

Majoritairement les membres du CNDH Romeurope ont un nombre d'adhérents compris entre 5 et 20. En cumulé, les associations membres du Collectif Romeurope réunissent **104 785 adhérents**.

## COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

### ASSOCIATIONS NATIONALES

ATD Quart Monde - CCFD-Terre Solidaire - La Cimade - FNASAT - Ligue des Droits de l'Homme - Médecins du Monde - MRAP - Première Urgence Internationale - Secours Catholique - Union Juive française pour la Paix

### ASSOCIATIONS LOCALES

ABCRA (Association biterroise contre le racisme) - ACINA (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) - ALPIL (Action pour l'insertion par le logement) - AREA (Association recherche éducation action) - ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASET 93 - ASEFRR (Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) - Association humanitaire William Penn - Association solidarité Roms de Saint-Étienne - Les bâtisseurs de cabanes - C.L.A.S.S.E.S (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien des enfants des squats) - ECODROM - Eurrom - IFRM (Insertion des familles roms de Moulin-Galant) - L'école au présent - L'école enchantée - Les enfants du canal - EURROM - Habitat Cité - Hors la rue - Rencontres Tsiganes - Roms action - Romeurope 94 - Rom réussite - Système B comme bidonville - Une famille un toit 44

### COLLECTIFS

Collectif Roms de Gardanne (13) - Collectif Solidarité Roms Toulouse (31) - Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44) - Collectif Solidarité Roms Lille Métropole (59) - Collectif RomParis (75) - Collectif Romeurope Centre 77 - Collectif Romeurope du Val Maubuée (77) - Romyvelines (78) - Collectif Romeurope Antony (92) - Collectif de soutien aux Roumains d'Ivry (94) - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95)

---

### Les nouveaux membres en 2019

---

- ➊ **Rencont'roms nous** est une association toulousaine qui favorise l'inclusion, la participation et la citoyenneté des habitants Roms à travers des projets artistiques, culturels et éducatifs, qui invitent aux rencontres, au partage, au faire ensemble, au créer ensemble, entre publics qui ne connaissent pas et/ou fréquentent pas. Ces projets, dans lesquels les Roms sont particulièrement impliqués et investis, créent ainsi des moments festifs et conviviaux, permettant de lutter contre les discriminations et le racisme. La rencontre par l'art, notre credo. L'association est également investie et mobilisée sur les questions d'éducation et d'insertion professionnelle, avec une équipe de jeunes volontaires en service civique, issus du terrain de la Flambère et bientôt un premier salarié concerné.
- ➋ **L'École Enchantée**, association basée à Montreuil, a pour activité de construire avec les familles une sortie de la précarité (bidonville, squat, rue...) par la scolarisation et la formation des enfants et adolescents éloignés de l'école.

---

### Le Collectif Romeurope Ile-de-France

---

Le Collectif Romeurope Ile-de-France réunit les associations et collectifs qui se trouvent dans la région francilienne afin de coordonner et d'organiser un plaidoyer commun sur les questions qui sont le plus pertinentes. Ce Collectif se réunit plusieurs fois dans l'année pour échanger sur des pratiques locales, des réflexions et à organiser des actions collectives d'interpellation à l'échelle

francilienne, le plus souvent à destination de la préfecture d'Ile-de-France ou du Conseil régional. Par ailleurs, les membres y partagent des informations sur des personnes condamnées à l'errance d'un département à l'autre pour faciliter l'accompagnement et le suivi.

Pour aller plus loin, rendez-vous sur notre site  « [La carte des membres](#) »

## 7. Fonctionnement et gouvernance

L'assemblée générale s'est réunie une fois, à Montpellier en juin 2019 :

- Election de 7 associations et collectifs dans le collège des membres. Parmi eux, trois nouveaux : [l'ASET 93](#), qui promeut l'accès à l'instruction scolaire grâce à des médiatrices scolaires et de nombreux volontaires en Seine-Saint-Denis, [Rom Action](#) à Grenoble, [ainsi que le Collectif Solidarité Lille Métropole](#).
- Approbation des comptes 2018
- Approbation du budget prévisionnel 2019
- Approbation du rapport d'activité
- Approbation du rapport moral
- Modification des statuts (précision de la durée de mandat des membres du bureau et du conseil d'administration)

Le conseil d'administration s'est réuni 8 fois en 2019, avec la participation d'administrateurs de Nantes, Lille, Grenoble, Marseille et d'Ile-de-France. En novembre 2019, le CA s'est réuni pour une **journée de séminaire** de priorisation des actions du CNDH Romeurope à horizon 18 mois (janvier 2020 – juin 2021).

---

### *Composition du conseil d'administration en décembre 2019*

---

#### DANS LE COLLEGE DES MEMBRES FONDATEURS :

- **ASAV** : Laurent El Ghazi
- **Fnsat-Gens du voyage** : Stéphane Lévêque
- **Hors la Rue** : Nawel Laglaoui. Suppléant : Guillaume Lardanchet
- **La Cimade** : Steve Irakoze.
- **Ligue des Droits de l'Homme** : Bernard Eynaud. Suppléant : Malik Salemkour
- **Médecins du Monde** : Nathalie Godard. Suppléante : Catherine Frapard
- **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)** : Marie-Geneviève Guesdon. Suppléant : Yves Loriette
- **Secours Catholique** : Claire Sabah. Suppléant : Laurent Giovannoni

#### DANS LE COLLEGE DES MEMBRES :

- **Association de soutien en Essonne aux Familles Roms et Roumaines (ASEFRR)** : Pascal Brelaud. Suppléante : Elizabeth Toullec Merten
- **ASET 93** : Emmanuelle Pettazzi. Suppléant : Andrea Caizzi
- **Collectif Solidarité Roms Lille Métropole** : Dominique Plancke

- 🇫🇷 **Les Enfants du Canal** : Aline Malard
- 🇫🇷 **Rencontres Tsiganes** : Caroline Godard. Suppléant : Jean-Pierre Perrin
- 🇫🇷 **Rom Réussite** : Liliana Hristache. Suppléant : Iulica Dragoi
- 🇫🇷 **Roms Action** : Serge Darmon. Suppléant : Philippe Dubois

**MEMBRES INVITES AU CA :**

- 🇫🇷 Alexandre Le Clève, membre individuel

**COMPOSITION DU BUREAU :**

- 🇫🇷 **Présidente** : Nathalie Godard
- 🇫🇷 **Secrétaire** : Claire Sabah
- 🇫🇷 **Trésorier** : Guillaume Lardanchet

## 8. L'équipe salariée du CNDH Romeurope

Les salariées du CNDH Romeurope :

- **Manon Fillonneau**, déléguée générale depuis avril 2015
- **Clotilde Bonnemason**, chargée de mission depuis janvier 2015
- **Lisa Taoussi**, chargée de mission de novembre 2017 à novembre 2019
- **Anina Ciuciu**, chargée de la campagne #EcolePourTous depuis octobre 2018
- **Clémentine Sinquin**, déléguée générale depuis le 9 décembre 2019

Après une longue et belle histoire avec le CNDH Romeurope (un stage en 2014, un CDD en 2016 pour écrire un rapport), **Lisa Taoussi** a quitté son poste de chargée de mission pour rejoindre l'agence Ile-de-France de la Fondation Abbé Pierre. Tout le CNDH Romeurope souhaite la remercier pour son investissement et son travail d'une efficacité redoutable !

**Clémentine Sinquin** a rejoint l'équipe début décembre pour remplacer Manon Fillonneau, qui sera en congé sabbatique de fin décembre à fin juillet 2020.

En 2019, le CNDH Romeurope a poursuivi le portage du projet #EcolePourTous, avec **Anina Ciuciu** comme coordinatrice du collectif et de sa campagne. Plus d'infos sur les combats du Collectif #EcolePourTous sur [www.ecolepourtous.org](http://www.ecolepourtous.org)

Entre mars et octobre 2019, le CNDH Romeurope a accueilli **Lila Cherief en stage**. Etudiante en double Master à Sciences Po St-Germain-en-Laye et en Droits de l'Homme à Paris-Saclay, Lila a effectué différentes missions pour le CNDH Romeurope : accompagnement des membres à la saisine du Défenseur des Droits, suivi de la publication du guide « Délinquants Solidaires », recherches juridiques, aide à l'organisation des journées « médiation scolaire » et « protection de l'enfance »... Une stagiaire brillante, investie et très professionnelle.

## II. LES ACTIONS DU CNDH ROMEUROPE EN 2019

Les actions du CNDH Romeurope se répartissent en trois grands axes :

- Animation de réseau et appui aux membres
- Observatoire
- Plaidoyer

### 1. Animation de réseau et appui aux membres

#### A) Diffusion et mutualisation de l'information

- Plus de 350 personnes inscrites sur la liste Membres
- 354 journalistes sur la liste Presse
- 2 newsletters envoyées à plus de 400 personnes
- 2576 followers sur Facebook
- 1885 abonnés sur Twitter

#### B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope

Deux fois par an, le CNDH Romeurope organise des Rencontres nationales, l'une à Paris, l'autre en région. Temps forts de l'animation du réseau du collectif, ces réunions sont le lieu de rencontre des membres du CNDH Romeurope partout en France. Les rencontres nationales ont pour objectif d'échanger sur les expériences vécues par les membres et de les mutualiser. C'est aussi le lieu de débats plus globaux, de prises d'orientation politique, de questionnements également internes au collectif en termes de fonctionnement. Ce moment sert aussi à la coordination de présenter les actions en cours et à venir du CNDH Romeurope.

Construites comme des moments de travail privilégié, les rencontres nationales font l'objet d'un compte-rendu exhaustif envoyé à l'ensemble des membres du Collectif.

- **Rencontres nationales à Montpellier (juin)**

Les 15 et 16 juin 2019, environ 90 personnes représentant les membres du CNDH Romeurope se sont réunies à Montpellier pour les rencontres nationales du Collectif.

Ces rencontres nationales ont été consacrées à :



- Aux dynamiques de résorption des bidonvilles et d'inclusion des citoyens européens précaires dans d'autres pays européens,
- Un atelier participatif sur la question de la médiatisation : retours d'expériences de nos membres, débat sur l'intérêt et l'enjeu de la médiatisation, outillage mutuel
- Des échanges sur le prochain rapport du CNDH Romeurope à l'occasion des élections municipales, à paraître en septembre 2019.



- Le traditionnel « Tour de France des situations locales » et une présentation de la situation dans l'Hérault par les associations locales.
- L'assemblée générale de l'association.

### Rencontres nationales à Paris (décembre 2019)

Les 30 novembre et 1er décembre 2019, les membres du CNDH Romeurope se sont rassemblés à Paris pour la 2ème session, à laquelle plus de 70 personnes ont participé. Plusieurs sujets au programme :

- un Tour de France des situations locales, avec une focale sur les actions à venir autour des élections municipales
- les priorités travaillées par le conseil d'administration : la participation des personnes à la lutte pour leur cause, l'accès au logement et des projets d'insertion, les droits sociaux, et la domiciliation



- l'accompagnement après la sortie des bidonvilles à travers des dispositifs de « villages d'insertion » ou de « logement d'abord ». Sont intervenus Liliana Hristache et Florin Mocoli pour partager et tirer les enseignements de leurs propres expériences ainsi qu'Olivier Peyroux, de l'association Trajectoires
- les questions juridiques liées aux expulsions de terrains et de squats



- un atelier participatif de mises en situation pour préparer des rendez-vous avec des candidats aux élections municipales, en partenariat avec Vox Public, association spécialisée dans l'accompagnement au plaidoyer.

Le soir a été projeté le film "A Lua Platz" en présence de son réalisateur Jérémy Gravayat.

### C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France

Ces réunions sont avant tout une occasion pour les participants de se rencontrer, d'échanger sur des situations compliquées, de partager des informations sur des personnes condamnées à l'errance d'un département à l'autre pour faciliter l'accompagnement et le suivi.

#### → Une réunion en mai 2019 (18 participants)

- Tour de table des situations locales
- Echange sur la dernière réunion du comité de pilotage de la stratégie de résorption des bidonvilles en Ile-de-France animé par la Préfecture de région. Les membres du Collectif Romeurope Ile-de-France ont décidé d'écrire au Préfet de région pour lui demander la mise en œuvre d'une véritable stratégie francilienne de résorption des bidonvilles, respectueuse des habitants et de leurs besoins.

#### → Une réunion en novembre 2019 (10 participants) :

- Tour de table des situations locales et échanges sur les expulsions intervenues juste avant le début de la trêve hivernale
- Présentation du dossier « Les élus locaux face à la résorption des squats et bidonvilles »
- Echanges autour de la mobilisation des membres de Romeurope dans le cadre de la campagne pour les élections municipales, avec la participation de Vox Public.

### D) Les déplacements en région des salariées

📍 **Marseille & Nice (février 2019)**

Marseille :

- Participation à la commission inter-associative consacrée à l'accès aux ressources financières des personnes vivant en bidonvilles & squats
- Etat des lieux de la situation locale avec Caroline Godard, salariée de l'association Rencontres Tsiganes

Nice :

- Participation à une réunion inter-associative (rencontre avec les acteurs associatifs locaux & état des lieux de la situation locale)

📍 **Bordeaux (mars 2019)**

- Etat des lieux de la situation locale avec les membres du CNDH Romeurope : Leonard Velicu de EURROM et Morgan Garcia de Médecins du monde.
  - o Plusieurs rdv institutionnels ont été organisés avec les membres bordelais du CNDH Romeurope à l'occasion de ce déplacement :
- Rdv avec Elise Blanchet, chargée de mission à Bordeaux métropole
- Rdv avec Sylvie Laborie, chargée de mission au sein de l'UDCCAS pour discuter des difficultés de domiciliation dans l'agglomération
- Rencontre avec Alexandra Siarri, élue à la ville et à la métropole de Bordeaux
- Participation au débat suite à la projection du film 8 avenue Lénine au cinéma l'UTOPIA
- Rencontre et visite terrain avec l'association ADAV 33

📍 **Déplacement à Nantes (mars 2019)**

- Réunion avec le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise
- Déplacement sur un terrain à Orvault
- Rencontre de Sylvie Bourjon, avocate suivant les dossiers d'expulsion d'occupants sans droit ni titre dans l'agglomération nantaise

📍 **Annemasse & Annecy (mai 2019)**

Annemasse :

- Déplacement sur la « base de vie » de Juvisy & réunion avec les acteurs associatifs et publics impliqués dans ce projet (DDCS, Annemasse agglo, Alpha 3A, LDH)

Annecy :

- Déplacement sur le bidonville « des llettes » et rencontre avec les familles et les intervenants associatifs
- Rencontre et échanges avec Alpha 3A, opérateur local mandaté pour intervenir auprès des habitants de bidonvilles

📍 **Calais (juin 2019)**

- Réunion inter-associative avec les partenaires et contributeurs de l'Observatoire inter-associatif des expulsions de lieux de vie informels

📍 **Toulouse (juin 2019)**

- Un module de sensibilisation sur les questions de racisme avec le Collectif Ecole Pour Tous et l'association Rencont'roms nous dans un collège à Tournefeuille auprès d'une classe de 5ème.

📍 **Déplacements/réunions en Ile-de-France**

- Réunion inter-associative (antenne 92/94 d'Acina + associations et collectifs membres de Romeurope) en janvier 2019
- Réunion de travail juridique avec Acina en janvier 2019
- 3 réunions avec Les Enfants du Canal + Uniformation + CEMEA en janvier, avril et mai 2019
- Présence à l'AG de l'association Hors la Rue en avril 2019
- Rendez-vous avec Rues et Cités (présentations respectives des actions de nos structures, échanges sur les possibilités de collaboration) en juin 2019
- Réunion avec Acina et la Fondation Abbé Pierre en octobre 2019 pour faire un point d'étape sur le projet M.I.A.

## E) Appui aux membres, capitalisation et formations

### Formations : montée en compétences des membres

#### FORMATION SOCLE

En 2019, le CNDH Romeurope a animé une session de formation "socle" à Bordeaux : 7 modules thématiques (droit au séjour, expulsions, domiciliation et droits sociaux, scolarisation, accès aux soins de santé, hébergement et logement, emploi et formation, droits civiques, racisme et discrimination) ont réuni 15 participants, salariés et bénévoles de la mission squats/bidonvilles de Médecins du Monde Bordeaux. Cet outil de renforcement des capacités est très apprécié par les membres du CNDH Romeurope ; en 2020, il est prévu d'en organiser davantage.

#### FORMATIONS / JOURNEES THEMATIQUES

- Le CNDH Romeurope a animé deux formations auprès des jeunes volontaires en service civique accompagnés par l'association Les Enfants du Canal :
  - la première était dédiée aux procédures d'expulsion de bidonvilles & squats, en mars 2019 - 18 participants
  - la deuxième consistait en une session d'arpentage (méthode d'appropriation) du dossier "Les élus face à la résorption des squats et bidonvilles", novembre 2019 - 16 participants.

- Organisation d'une **formation thématique sur la protection de l'enfance** en février 2019 à destination des membres du collectif Romeurope Ile-de-France (15 participants) - (formation assurée par l'association Trajectoires et l'association Hors la Rue)
- Face aux besoins ressortis lors de ce premier échange, **une formation d'une journée « La protection de l'enfance à l'épreuve des bidonvilles : s'informer, se former et échanger »** a été organisée en octobre 2019 avec Hors la Rue et en partenariat avec l'association ACINA et la DIHAL. Sont intervenus des acteurs institutionnels tels que le directeur de la CRIP (Cellule de recueil des informations préoccupantes) de Paris, un juge des enfants, une éducatrice de protection judiciaire jeunesse et le représentant de la DIHAL en charge du suivi des maraudes mixtes (voir infra) pour présenter le cadre institutionnel. Une pédiatre à présent bénévole à la mission bidonvilles de Médecins du Monde et un sociologue ont éclairé les questions de repérage des situations relevant de protection de l'enfance. Une deuxième partie de la journée était consacrée aux échanges d'expériences et à des temps en ateliers pour approfondir certaines thématiques, grâce au concours de professionnels. Cette journée a eu un grand succès puisque nous avons dû limiter les inscriptions plus de personnes sont venues : membres du CNDH Romeurope, partenaires institutionnels du champ de la protection de l'enfance, opérateurs associatifs du champ des bidonvilles, du monde judiciaire...

### Capitalisation des expériences

Organisation dans les locaux de la FAP d'une **journée de travail autour des projets d'insertion**

à destination des membres du CNDH Romeurope (35 personnes) pour réfléchir au positionnement associatif, échanger sur les projets qui sont développés pour les habitants de bidonvilles et squats.

- Intervention de l'ALPIL, association membre de Lyon sur un projet Le Logement d'abord à Villeurbanne
- Echanges sur les questions épineuses au sein du réseau autour d'une animation
- Echanges sur l'outillage, la place des premiers concernés et les priorités de positionnement

### Journée sur la médiation éducative

- Le 26 juin, le CNDH Romeurope a organisé une journée de rencontres et d'échanges autour de la médiation éducative en partenariat avec Ecole pour Tous et Unicef France, ASET 93 et Aide et Action. Plus de 40 personnes des quatre coins de la France y ont participé : de Lille, Lyon, Grenoble, Toulouse et d'IDF.
- L'équipe de coordination a créé un recueil et d'un réseau de partenaires sur cette question pour développer et appuyer la médiation éducative en France comme piste d'amélioration de la scolarité des enfants les plus précaires. Le CNDH Romeurope a été

frappé par le nombre de sollicitations tant du côté des acteurs de l'éducation nationale que du côté associatif. Cette première journée a permis, notamment avec la présence du conseiller Education de la DIHAL de bâtir les prémises d'un réseau de médiation éducative. A cette fin, des premiers contacts ont été aussi établis avec France Médiation, organisation qui réunit de nombreux acteurs de la médiation.

Cette journée a permis le recueil des pratiques de médiation scolaire qui ont été diffusées au réseau du CNDH Romeurope et sur son site :

<https://www.romeurope.org/actions-de-mediations-scolaires-un-recueil-inedit>

### Co-crédation d'outils

- [Synthèse de la journée d'échange sur l'insertion professionnelle des personnes sans-abri](#), CNDH Romeurope, janvier 2019
- [Guide juridique "Le droit à l'école pour tous les enfants"](#), co-réalisé avec des structures syndicales et associatives et diffusé dans les réseaux professionnels de l'Education nationale, avril 2019
- [Fiche pratique : "Accès à la restauration scolaire et tarification cantine"](#), CNDH Romeurope, mai 2019
- Guide : ["Délict de solidarité: le guide"](#), avec le Collectif Délinquants Solidaires, juillet 2019
- [Note pratique : "L'accès au logement social et le Droit Au Logement Opposable"](#), CNDH Romeurope, septembre 2019
- [Tableau sur l'organisation des acteurs de la protection de l'enfance en France](#), CNDH Romeurope, septembre 2019, suivi d'un guide sur le droit à la protection, en collaboration avec le GISTI (diffusé en 2020)
- [Flyer : "Elections municipales 2020 : je vote, je suis un citoyen de la ville"](#) (imprimé à 4000 exemplaires), CNDH Romeurope, octobre 2019
- Fiche pratique : "Municipales 2020, prendre rendez-vous et rencontrer un-e candidat-e ou un-e élu-e", CNDH Romeurope, Vox Public, décembre 2019.

### Mutualisation de l'information avec les avocats

En octobre, le CNDH Romeurope, la Fondation Abbé Pierre et Acina ont organisé une journée de réflexion collective avec les avocats mobilisés dans les contentieux relatifs aux expulsions de terrains et de squats. Cette journée, à laquelle ont participé **30 avocat.e.s et juristes** a permis d'échanger sur l'état de la jurisprudence, les argumentaires à mobiliser pour permettre aux mal-logés vivant en bidonville/squat d'éviter des expulsions et évacuations à répétition, destructrices sur le plan moral, physique et des parcours d'insertion souvent fragiles. Tout en luttant contre les expulsions, les avocats plaident pour le droit au logement stable et digne pour tous.

## Appui aux saisines du Défenseur des Droits

Le CNDH Romeurope a recruté pendant 6 mois une stagiaire juriste dont l'une des missions était de saisir le Défenseur des Droits / d'accompagner les membres dans la rédaction de saisines.

En 2019, 4 saisines ont été envoyées au Défenseur des Droits :

- Une saisine relative à des **ruptures dans l'accès aux droits à l'école et à la domiciliation**, d'enfants et de parents vivant sur un bidonville de la commune de La Riche, et à la mise en place de pratiques discriminatoires dans l'accès à la scolarisation de ces enfants.
- Une saisine relative à l'utilisation de fiches de renseignements administratifs comme outil d'évaluation de la situation individuelle des personnes et à la **délivrance collective d'obligation de quitter le territoire français (OQTF)**, de ressortissants roumains et bulgares habitant dans des bidonvilles, à Toulouse. Il s'agissait principalement de montrer que les fiches de renseignements administratifs étaient particulièrement inadaptées pour évaluer la situation des ressortissants européens.
- Une saisine relative à des manquements de la part de la sous-préfecture d'Argenteuil dans la **prise en charge d'enfants victimes de saturnisme**, et vivant en bidonvilles dans le Val d'Oise.
- Une saisine relative à des **coupures d'eau**, en période de canicule, effectuées par la police municipale, sur un terrain à Toulouse, où habitent des familles serbes, d'origine réelle ou supposée rom, vivant dans des conditions de grande précarité.

## F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau

- ➊ Co-organisation avec la DIHAL d'une session de consultation d'habitants de bidonvilles/squats ayant suivi une session de Préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) ou étant intéressés par ce dispositif, en vue de l'élaboration du dispositif SIBEL, inspiré du dispositif POEC en mars 2019.

## 2. La fonction d'observatoire

### A) Observatoire du terrain et des politiques nationales

Grâce à ses membres partout en France, le CNDH Romeurope porte une vision territoriale de la situation des personnes vivant en bidonvilles et squats, un ancrage local qui lui permet de dénoncer les abus et les discriminations récurrentes dont sont victimes les ressortissants européens désignés ou qui se disent « Roms » et vivant en bidonvilles et squats.

L'observatoire repose sur :

- Une veille médiatique
- Une veille législative et jurisprudentielle
- Une étude des dispositifs et projets en cours
- Des échanges avec des acteurs de terrain et des personnes concernées, qui ont pour objectif d'obtenir des retours d'expérience et des données qualitatives sur différents sujets ou projets

**Cette observation nourrit le discours et les contributions écrites du CNDH Romeurope** lorsqu'elle s'adresse aux médias, partenaires associatifs et institutions ((DIHAL, ministères lors de rendez-vous bilatéraux, Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), Défenseur des Droits, autres institutions).

En octobre 2019, le CNDH Romeurope a publié le **dossier « Les élus locaux face à la résorption des bidonvilles »**. Véritable outil de plaidoyer dans le cadre des municipales 2020, c'est un document unique en ce qu'il rassemble une diversité de projets et actions ayant pour but la résorption des bidonvilles et l'inclusion de leurs habitants en France. Ce dossier est le fruit d'un long travail d'observatoire du CNDH Romeurope sur plusieurs années, complété d'interviews menées par Patrick Piro, rédacteur du dossier.

**En 2019, ce travail d'observatoire a porté sur de nombreux sujets en lien avec les citoyens européens en situation de grande précarité en France** : scolarisation, hébergement, projets d'insertion, logement, expulsions, conditions de vie, santé, emploi, droits sociaux, accès à la justice et à l'aide juridictionnelle, protection de l'enfance, séjour et éloignement du territoire des citoyens européens etc...

**Quatre thématiques ont été particulièrement suivies en 2019** car elles étaient en lien direct avec le travail de plaidoyer du Collectif :

⇒ [Observatoire des problématiques liés à l'assurance maladie et l'AME](#)  
[voir infra « Plaidoyer National > Santé »]

⇒ [Observatoire des obstacles à la domiciliation](#)

L'accès à une domiciliation est primordial pour les populations en bidonvilles, squats ou à la rue. Il s'agit de comprendre au plus près les difficultés rencontrées par les membres du CNDH Romeurope et de les retranscrire dans les instances étatiques ou auprès des partenaires associatifs avec lesquels le CNDH Romeurope mène des actions de plaidoyer. La coordination fait aussi régulièrement des remontées d'information à la Délégation Générale de la Cohésion Sociale et sur demande à des organisations comme le Défenseur des droits et la CNCDH.

⇒ [Observatoire des obstacles à la scolarisation](#)

De la même manière, le suivi régulier des difficultés d'accès et de maintien à la scolarité pour les enfants vivant en bidonvilles et squats permet au CNDH Romeurope d'informer ses interlocuteurs institutionnels tout au long de l'année, notamment la DIHAL. Identifié comme acteur actif, le CNDH Romeurope a aussi des sollicitations de structures non membres sur des territoires non couverts par le réseau. Par exemple, cette année le CNDH Romeurope s'est mobilisé en faisant une saisine du Défenseur des droits en lien très étroit avec des citoyens et des associations de la commune La Riche (37). Cet observatoire alimente les différents travaux de plaidoyer et législatifs, et notamment cette année via une proposition de rédaction du décret portant sur les pièces obligatoires pour l'inscription scolaire dans le cadre du projet de loi Ecole de la Confiance.

⇒ **Protection de l'enfance et suivi de la mise en œuvre des maraudes mixtes**

En 2019, suite à la mise en place d'une mesure nouvelle issue de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (les « maraudes mixtes » associant protection de l'enfance et action sociale d'« aller-vers »), le CNDH Romeurope a commencé un suivi de cette mesure. Cela s'est matérialisé par la participation à des réunions en Ile-de-France, organisées par la Préfecture d'Ile de France, et des échanges d'informations avec les membres du CNDH Romeurope, la DIHAL et des Conseil départementaux.

➤ <https://www.romeurope.org/maraudes-mixtes-le-positionnement-des-associations/>

## B) Observatoire des expulsions de lieux de vie

📍 **Mars 2019** : Communication sur les [expulsions de bidonvilles/squats occupés par des citoyens originaires d'Europe de l'Est en 2018](#)

« En France, en 2018, 9 688 personnes ont été expulsées de 171 lieux de vie différents. Si le nombre de personnes expulsées est en légère baisse, le nombre d'opérations d'expulsion a explosé (+45%), preuve de la « fragmentation » de ces lieux de vie par les expulsions répétées. »

📍 **Avril 2019** : lancement de « l'observatoire inter-associatif des expulsions collectives de lieux de vie informels » avec MDM, LDH, FAP, FNASAT, PSM, ANGVC en avril 2019 avec une contribution active des membres de Romeurope : <http://www.observatoiredesexpulsions.org/>

📍 **Novembre 2019** : première communication inter-associative sur les expulsions de lieux de vie informels entre le début de la trêve hivernale 2018 (1<sup>er</sup> novembre 2018) et celui de 2019 (31 octobre 2019). La note détaillée est disponible sur le [site du CNDH Romeurope](#).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**PREMIER BILAN  
DE L'OBSERVATOIRE INTER-ASSOCIATIF  
DES EXPULSIONS COLLECTIVES DE LIEUX DE VIE INFORMELS**

**1200 EXPULSIONS  
DEPUIS LA DERNIERE TRÊVE HIVERNALE !**

« L'observatoire inter-associatif des expulsions collectives de lieux de vie informels, en place depuis un an, a recensé **1 159 lieux de vie expulsés par les forces de l'ordre en France métropolitaine** entre le 1<sup>er</sup> novembre 2018 et le 31 octobre 2019.

Près de 63 000 personnes vivaient dans ces lieux. Les résultats de l'observatoire des expulsions de lieux de vie informels montrent que :

- Près de 85% des expulsions ont été recensées dans les seules villes de Calais et Grande-Synthe, où de nombreuses personnes exilées sont contraintes de vivre des semaines, voire des mois, dans des lieux de vie indignes. La grande majorité sont des ressortissants afghans, érythréens et soudanais. Dans ces villes, la base juridique des expulsions est à 94% inconnue : les pouvoirs publics ne s'efforcent même plus de justifier ces pratiques.
- **Les 181 autres expulsions recensées dans le reste du territoire métropolitain ont concerné au moins 15 400 personnes**, originaires pour la plupart d'Europe de l'Est, Roms ou perçues comme telles. A l'inverse de Calais et Grande-Synthe, ces expulsions font le plus souvent suite à des procédures juridiques.
- Près de 90 % de ces expulsions n'ont donné lieu à aucune proposition de mise à l'abri, d'hébergement ou de relogement suite à leur expulsion. Ceci n'est pas sans conséquence sur les personnes : retour à la rue, errance et reformation d'autres bidonvilles ou squats.

### C) Expulsions : veille jurisprudentielle

Les informations récoltées permettent de développer une connaissance fine de chacun des sujets afin de transmettre les éléments essentiels aux membres pour leur travail sur le terrain.

Le CNDH Romeurope **décortique et vulgarise les décisions de justice** et les diffuse par email à ses membres et ses partenaires (associations, institutions, professionnels du droit...). Cet apport juridique permet de faire avancer les droits concrètement sur le terrain, notamment quand des situations sont bloquées.

Ces données sont conservées pour être restituées dans nos rapports, mais contribuent également notamment à abonder **deux recueils de jurisprudence** : le recueil de jurisprudence du **Gisti** sur le contentieux lié aux occupations de terrain et de squat, pour laquelle le CNDH Romeurope a participé à une mise à jour publiée en 2019 : <https://www.gisti.org/spip.php?article4826>. Ce recueil de jurisprudence sera ensuite mis à jour

sur le site de **Jurislogement**, qui recueille déjà de nombreuses décisions de justice sur le droit au logement en général (<https://www.jurislogement.org/category/veille-jurisprudentielle/>).

## D) Observatoire des incendies

13 incendies se sont déclarés dans des bidonvilles ou squats en 2019, faisant au moins 3 décès dont 1 enfant à Vertou (région nantaise).

### 3. Plaidoyer, communication et sensibilisation

Les **activités de plaidoyer** sont essentielles pour diffuser le travail d'observatoire ainsi que les recommandations du CNDH Romeurope. Les actions de plaidoyer peuvent prendre plusieurs formes : participation à des groupes de travail pour contribuer à l'élaboration de politiques publiques, rédaction de notes, rendez-vous avec des représentants de l'Etat ou des élus, proposition d'amendement au Parlement, interpellation publique de décideurs, communication envers les médias...

Pour le plaidoyer local, un appui aux membres sous forme de conseil et d'élaboration de stratégie d'interpellation est fourni sur demande, les associations et collectifs locaux restant les plus pertinents pour établir un dialogue avec les autorités locales.

La **communication externe** permet d'alerter le grand public sur la question des personnes vivant en squats et en bidonvilles en France, réalité encore méconnue et sujette à beaucoup de fantasmes et de préjugés. C'est aussi en informant l'opinion publique que les changements politiques pourront être provoqués afin d'avancer vers un respect des droits fondamentaux pour toutes et tous.

#### A) Plaidoyer national

#### **POLITIQUE GLOBALE DE RESORPTION DES BIDONVILLES**

- **Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) et instruction du 25 janvier 2018**

Depuis la circulaire du 26 août 2012, le CNDH Romeurope participe activement aux différents travaux mis en place par la DIHAL, qui a la responsabilité de l'animation nationale de la politique publique concernant les bidonvilles et squats.

Le CNDH Romeurope répercute auprès de ses membres les informations délivrées par la DIHAL et fait remonter des éléments sur la situation de terrain en France ainsi que des recommandations et revendications. Le Collectif ne manque pas d'exprimer, publiquement si nécessaire, ses éventuels désaccords tant sur les politiques conduites que sur les pratiques observées sur le terrain à travers les remontées de ses membres. Il valorise aussi, auprès de ses membres, sur les réseaux sociaux ou dans ses rapports, les expériences réussies et positives sur le territoire.

En 2019, le CNDH Romeurope a participé à **21 réunions ou ateliers (co-)organisés par la DIHAL**, notamment les réunions suivantes :

- **2 réunions de la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles** (mars et septembre)
- **4 ateliers :**

- Stratégies de résorption bidonvilles (2 réunions - janvier et septembre)
- Logement et emploi des jeunes
- Citoyens européens vulnérables en mobilité
- **2 réunions du cercle des opérateurs** (deux réunions, en janvier et octobre)
- **4 réunions de travail avec le Pôle résorption des bidonvilles**
- **9 réunions de groupes de travail (co-)pilotes par la DIHAL :**
  - Scolarisation : 4
  - Emploi : 2
  - Habitat : 1
  - Maraudes mixtes : 1
  - Racisme et discriminations : 1

➤ **Ministère du Logement**

- Rencontre du Ministre en juillet 2019 (Claire Sabah) et demande d'une réunion spécifique sur la résorption des bidonvilles
  
- Rencontre du cabinet du Ministre le 10 septembre 2019, quelques jours avant l'annonce par le Ministre du doublement de l'enveloppe dédiée à la résorption des bidonvilles et gérée par la DIHAL.

➤ **Municipales 2020**

Publication du dossier 2019 du CNDH Romeurope : « Les élus locaux face à la résorption des squats et bidonvilles » en octobre 2019 (voir infra, « Plaidoyer sur les élections municipales »)

## **PROTECTION DE L'ENFANCE ET MARAUDES MIXTES**

La mesure vise à « sortir les enfants de la rue, des squats et des bidonvilles par un accompagnement des familles, en mobilisant tous les leviers disponibles ». Les maraudes mixtes ont pour « enjeu de prévenir, repérer et mettre fin aux situations attentatoires aux droits de l'enfant, à travers la construction d'un réel projet de sortie de la rue pour l'ensemble de la famille ». Des maraudes seront mises en œuvre grâce à des crédits de la Stratégie pauvreté (2 millions d'euros par an) versés par l'Etat en contractualisant avec 16 départements. Le terme « mixte » renvoie au partenariat Etat/département dans le financement comme dans le travail sur le terrain.

Après avoir été associé au travail sur le [document de référence national sur les maraudes mixtes](#) en décembre 2018 et janvier 2019, le CNDH Romeurope et plusieurs associations partenaires<sup>2</sup> ont publié une note de positionnement sur les maraudes mixtes : <https://www.romeurope.org/maraudes-mixtes-le-positionnement-des-associations/>

---

<sup>2</sup> Acina - ATD quart monde – Collectif National Droits de l'Homme Romeurope - Fédération des acteurs de la Solidarité - Fédération nationale des Samu Sociaux - Hors la rue - La Croix rouge française - la Voix des Rroms - Médecins du monde - Secours Catholique–Caritas France - Unicef France

Une **rencontre avec le Délégué interministériel à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes** a été organisée en janvier 2019, avec la Fédération des Acteurs de la Solidarité, l'Unicef, la Voix des Roms et le CNDH Romeurope. Nous avons échangé sur la mesure, sa mise en œuvre concrète et le délégué interministériel a répondu à certaines de nos interrogations (sur les publics visés, sur notre inquiétude concernant l'objectif de lutte contre la mendicité qui peut devenir aussi un objectif de simple contrôle de la pauvreté l'espace public).

En mars, le CNDH Romeurope s'est rendu à une **conférence de presse de lancement de la mesure** en présence de trois ministres.

Le CNDH Romeurope a aussi rencontré en janvier 2019 l'**Unité d'assistance aux sans-abri de la Mairie de Paris**, qui a notamment une équipe en charge du suivi des familles à la rue afin d'échanger sur leurs méthodes de travail.

Afin de suivre le déploiement de cette politique essentielle à la protection de l'enfance dans une démarche d'accompagnement global des familles, le CNDH Romeurope collecte les données de terrain via ses membres, et les capitalise au niveau national, par exemple à l'occasion d'une réunion sur la mise en œuvre de la mesure « maraudes mixtes » en Ile-de-France, organisée par la Préfecture de région en décembre 2019.

## **HABITAT ET EXPULSIONS**

Comme tous les ans depuis beaucoup trop d'années, le CNDH Romeurope s'est opposé vivement aux expulsions de bidonvilles et squats qui ne sont pas suivies de solutions dignes, durables et adaptées aux choix des personnes expulsées. Nous avons continué à visibiliser ces expulsions, toujours trop nombreuses même s'il est important de noter que *la tendance est à la baisse* en ce qui concerne celles qui visent les citoyens européens (roumains/bulgares) :

- A travers des communiqués de presse et une tribune dans le Journal du Dimanche co-signée en mars avec de nombreuses autres associations : <https://www.lejdd.fr/Societe/expulsions-des-bidonvilles-il-est-temps-de-decreter-lurgence-sociale-3875252>
- A travers la contribution à la création de l'observatoire interassociatif des expulsions de lieux de vie informels (cf. supra « Observatoire »).

## **DOMICILIATION**

Rencontre de **4 députés (M. Démoulin, Mme Rilhac, Aurore Bergé, Christine Cloarec) et un sénateur (Pierre Laurent)** pour échanger sur les problématiques liées à la domiciliation (difficultés d'accès pour les habitants de bidonville, manque de place...). Ces rencontres ont aussi permis de proposer plusieurs amendements au projet de loi de finances 2020 pour financer la domiciliation (par les CCAS et les organismes agréés).

Ce travail de plaidoyer a été conduit en partenariat étroit avec le Secours Catholique, Emmaüs France, Dom'Asile et la Fédération des Acteurs de la Solidarité.

## EMPLOI

Participation aux **deux groupes de travail sur l'emploi animé par la DIHAL** dans le cadre de la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles en mars et juin 2019

## LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

Pendant les **agressions racistes<sup>3</sup> qui ont touché des personnes identifiées comme roms et/ou roumaines en Ile-de-France en mars 2019**, le CNDH Romeurope a été mobilisé sur différents plans :

- Recensement des agressions, avec la Voix des Roms et des associations membres de Romeurope en Ile de France (Rom Réussite, Les Enfants du Canal, Acina, ASET 93...) : <https://www.romeurope.org/agressions-racistes-en-ile-de-france-recensement/>
- Appui à l'organisation d'une conférence de presse organisée dès la prise de conscience de ces agressions par la Voix des Roms.
- Interpellation de la Préfecture de région et des ministères sur les besoins de protection, de mise à l'abri et de réaction publique
- Lien avec la DIHAL
- Réponse aux *nombreuses* sollicitations de journalistes
- Saisines de la DILCRAH et de Pharos sur des propos de haine observés en ligne
- Signalement de propos de haine aux plateformes (Facebook et Twitter)

En novembre, le CNDH Romeurope a participé à une table-ronde organisée par Facebook France et l'ISD, dans le cadre du projet de [l'Initiative pour le Courage Civique en Ligne](#) (OCCI) sur la **lutte contre la haine en ligne en France**.

### ➤ Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)

Envoi d'une **contribution écrite** à la CNCDH sur la politique française de lutte contre l'antitsiganisme dans le cadre des consultations sur le rapport annuel sur le racisme de 2020 produit par la CNCDH.

### ➤ DILCRAH

Participation à une réunion animée par la DILCRAH et la DIHAL sur le racisme anti-Roms en septembre 2019 avec plusieurs autres associations.

### ➤ Défenseur des Droits

---

<sup>3</sup> Voir l'article du Monde, 29/03/2019 : [https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/29/agressions-contre-des-roms-depuis-l-attaque-on-hesite-a-sortir-a-aller-faire-nos-courses-a-aller-travailler\\_5443309\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/29/agressions-contre-des-roms-depuis-l-attaque-on-hesite-a-sortir-a-aller-faire-nos-courses-a-aller-travailler_5443309_3224.html)

En juin, le CNDH Romeurope a participé au comité d'entente du Défenseur des droits sur les discriminations liées à l'origine, présidée par Monsieur Jacques Toubon. Le comité d'entente réunit une quinzaine d'associations qui luttent contre le racisme et les discriminations. Cette réunion a été l'occasion de partager des informations entre acteurs sur les sujets qui nous mobilisent et d'identifier des pistes de travail partenarial.

➤ **Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du Ministère de l'Education Nationale**

Fin novembre, le CNDH Romeurope a été invité à participer à une réunion entre la DGESCO, notamment les personnes en charge des questions de prévention des discriminations afin de discuter de projections du film 8 avenue Lénine dans des collèges et lycées ainsi que la diffusion d'outils de lutte contre le racisme anti-Roms dans le centre de ressource Canopée de l'Education nationale. Ces échanges pourront aboutir dans un premier temps à un recensement puis à des animations avec les membres du CNDH Romeurope en région et à Paris.

## **SANTE**

Lors d'un rendez-vous sollicité par des associations (CNDH Romeurope ODSE / MDM / Première Urgence) nous avons fait part à la CNAM des difficultés d'accès à la protection maladie rencontrée par les européens inactifs depuis la mise en place du CREIC. Le Ministère de la santé a facilité ce rendez-vous.

Cette réunion a conduit la CNAM à travailler à la rédaction d'une instruction pour rappeler qu'il revient aux caisses françaises et non pas aux assurés de s'assurer que la personne n'a pas de couverture maladie dans son pays d'origine. De nombreux dossiers ont été bloqués en 2018-2019 suite à cette nouvelle exigence très difficile à remplir pour les personnes.

En décembre 2019, cette instruction n'était toujours pas publiée.

## **B) Plaidoyer en région en Ile-de-France**

**10 avril 2019** : participation à la réunion de pilotage de la politique relative aux « campements en Ile-de-France »

Le CNDH Romeurope exprime au Préfet de région son incompréhension face à des préfectures de départements peu enclines à trouver des alternatives aux expulsions, « politique publique » ayant prouvé - depuis de nombreuses années - son inefficacité à solutionner cette manifestation extrême du mal-logement conduisant à des situations dramatiques sur le plan humain.

**Juin 2019** : Courrier adressé au Préfet de région Ile-de-France en juin 2019 concernant la stratégie régionale de résorption des bidonvilles

Pas de réponse de la Préfecture.

## Education

Dans le cadre la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, le CNDH Romeurope a participé au groupe de travail « Réussite éducative » qui s'est réuni le 27 mai 2019 et le 19 juin 2019 (lors d'une conférence régionale) afin que la question des enfants non-scolarisés soit une priorité de travail. Elle figure effectivement dans la feuille de route fin 2019, il reste alors à continuer d'œuvrer pour une application concrète de mesures.

## C) Plaidoyer sur les municipales

### ⇒ Information sur le droit de vote aux élections municipales

**Élections municipales – 15 et 22 mars 2020**

Je vote, je suis un citoyen de la ville

En octobre 2019, le CNDH Romeurope et Rom Réussite ont publié un flyer bilingue (français/roumain) expliquant :

- Les pouvoirs du maire, de façon simple et imagée
- Les démarches à faire pour s'inscrire sur les listes électorales.

A l'approche des élections municipales, et alors que les citoyens européens ont le droit de vote à ces élections, il nous a semblé important de rappeler aux plus précaires d'entre eux que même en vivant dans un squat ou un bidonville, ils peuvent exercer ce droit civique (à condition d'avoir une domiciliation).



Ce flyer a été imprimé à 4000 exemplaires et distribué largement aux membres du CNDH Romeurope et à ses partenaires.

⇒ **Publication du dossier « Les élus locaux face à la résorption des squats et bidonvilles »**

A l'approche des municipales, le CNDH Romeurope a décidé de construire un outil à destination des candidats et futurs élus locaux, mais aussi des associations de terrain qui souhaiteraient inciter un futur élu local à agir positivement pour la résorption des bidonvilles.

Fruit d'un travail d'observatoire au long cours et d'interviews menés pendant plusieurs mois, le dossier réunit :

- des informations sur la réalité vécue par les personnes vivant en bidonville et squat en France,
- des études de cas à Bondy, Bordeaux, Ivry, Marseille, Metz, Villeurbanne, Gardanne, Montreuil, Montpellier, dans l'agglomération nantaise... : ce qui a marché et ce qui n'a pas marché.
- des idées pour impulser une dynamique locale,
- des interviews d'acteurs engagés dans la résorption des bidonvilles.



Ce dossier montre le rôle essentiel que les mairies ont à jouer, toujours en partenariat avec l'Etat.

Le dossier, et sa synthèse, sont disponibles à ce lien : <https://www.romeurope.org/municipales-2020-les-elus-locaux-face-a-la-resorption-des-squats-et-bidonvilles/>

Le dossier a été rendu public lors d'une conférence de presse (sur la couverture médiatique) et imprimé à 4000 exemplaires pour une diffusion par nos membres, au plus près du terrain et des acteurs.

Il a été **envoyé aux principaux partis politiques nationaux ainsi qu'à tous les préfets**, et aux principales institutions nationales concernées par le sujet.

Il a été distribué au **congrès de l'Association des maires de France** en novembre 2019.

## D) Plaidoyer européen et international

### **Participation à une réunion européenne sur les Roms à Bucarest**

Participation d'une membre du Conseil d'administration, Liliana Hristache, à une réunion de haut niveau sur l'inclusion des Roms dans l'UE, organisée par la présidence roumaine de l'Union européenne à Bucarest en février 2019.

### **Venue de Leilani Farha, rapporteure spéciale des Nations Unies sur le droit à un logement convenable**

- Rédaction d'une fiche thématique sur les bidonvilles et squats en France en amont de sa visite
- Participation à plusieurs réunions d'organisation de sa venue (société civile)
- Déplacement dans des squats à Marseille le 8 avril, avec Médecins du Monde, Rencontres Tsiganes et la Fondation Abbé Pierre

### **Rencontre avec des associations impliquées auprès des Roms dans différents pays européens**

Le CNDH Romeurope a rencontré et échangé avec des représentants de diverses organisations actives sur la question des Roms dans leurs pays respectifs dans le cadre d'un projet de recherche-action R-Home coordonné par Tommaso Vitale et Anne-Cécile Caseau, chercheurs au sein du Centre d'étude européenne de Sciences po Paris.

La coordination a partagé l'expérience du CNDH Romeurope auprès de ces structures intéressées par le fait que Romeurope est la seule organisation qui porte une fonction de tête de réseau sur la question des bidonvilles et des squats.

Ont été rencontré des représentants de Caritas Alba Iulia (Roumanie), de Autonomia et Tarki (Hongrie), de la Federacio d'Associacions Gitanes des Catalunya (Espagne), Caritas Ambrosiana (Italie).

## **F) Communication et médias**

8 communiqués de presse ont été diffusés (sur les expulsions de lieux de vie informels, l'antitsiganisme, le projet de loi sur l'école de la confiance, sur le doublement du budget alloué à la résorption des bidonvilles) et 1 tribune publiée dans un grand media national.

De nombreuses interviews ont également été données à la presse grand public comme spécialisée.

- ➊ Pour retrouver ces communications : <https://www.romeurope.org/category/a-actualites/>

## **G) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations**

### **Les attaques anti-tsiganes du printemps 2019**

En 2019, la question du racisme et des discriminations envers les personnes Roms a surgi à travers les attaques et agressions subies par les personnes identifiées comme roumains ou roms au printemps en Ile-de-France. En effet, à la suite d'une rumeur sur les réseaux sociaux concernant des enlèvements d'enfants et adolescents par des « roumains en camionnette blanche », des personnes ont été violemment attaquées, principalement celles identifiées comme « roumains » et se trouvant en vulnérabilité en bidonvilles et/ou squats. Alerté par ses

membres et les médias, le CNDH Romeurope, en lien très étroit avec un groupe d'associations – la Voix des Roms, ACINA – a aidé à l'organisation d'une réponse collective via :

- une conférence de presse immédiate avec la Voix des Roms
- un communiqué de presse
- soutien à un rassemblement public organisé par la Voix des Roms
- l'interpellation des pouvoirs publics pour une mise à l'abri des personnes en danger
- un recensement des attaques et agressions disponible sur le site internet de l'association.

Cet épisode symptomatique du racisme et du sentiment anti-tsigane de la société a déclenché la demande d'un plan d'action contre l'antitsiganisme de la part de la Voix des Roms - formulée à l'occasion de la journée internationale des Roms le 8 avril. Le CNDH Romeurope et la Voix des Roms ont amorcé un travail sur ce plan de lutte contre l'antitsiganisme.

### **Une sensibilisation tout au long de l'année**

Au-delà de cette période très violente et qui a mobilisé les équipes et les membres du CNDH Romeurope de manière intense pendant deux semaines, la lutte contre les préjugés est inhérente aux diverses actions du CNDH Romeurope : interventions publiques lors de débats, dans des colloques, dans des universités, auprès médias ou encore d'associations ou institutions rencontrées...

Les membres du CNDH Romeurope informent et sensibilisent les acteurs locaux au quotidien, notamment les riverains des lieux de vie, les travailleurs sociaux, élu.e.s, la presse locale etc...

### **Le soutien des membres à l'organisation d'événements**

Le CNDH Romeurope est souvent sollicité par ses membres ainsi que par des organismes extérieurs au réseau dans le cadre de la préparation d'**événements locaux** de sensibilisation et d'information concernant la situation des habitants de bidonvilles et de squats en France.

L'appui aux membres dans leurs actions de sensibilisation prend plusieurs formes :

- Communication autour de l'événement via les listes de diffusion et les réseaux sociaux et le site internet du CNDH Romeurope
- Mise à disposition des « contacts presse » du CNDH Romeurope à ses membres lorsqu'ils souhaitent solliciter des journalistes
- Aide dans la recherche et orientation vers les intervenants les plus appropriés ou intervention directe de membres du conseil d'administration ou des salariées du collectif.
- Mise à disposition de supports d'informations et de plaidoyer (rapports, brochures, expositions, outils pratiques, films, ouvrages)
- Co-organisation directe de l'action entre le CNDH Romeurope et des membres.

### **Les outils et les supports du CNDH Romeurope**

- 📄 La brochure « Les Roms. Luttons contre les idées reçues »

Créée en 2013 et mise à jour en 2016, cette brochure est mise à disposition des membres. Elle a été imprimée à plus de 5000 exemplaires et réimprimées fin 2018 à plus de 1 500 exemplaires. A la fin de l'année 2019, il en restait environ 500. Prisée par les membres du CNDH Romeurope, elle est distribuée lors de formations auprès de professionnels (éducation nationale, soignant.e.s, professionnels de l'insertion professionnelle), d'interventions publiques, de débats, de projections, notamment dans les écoles. Cet outil très demandé sera complété ou remis à jour en 2020 via la création de nouveaux outils de sensibilisation autour des enjeux du racisme envers les Roms.

📍 L'exposition « Les Roms. Luttons contre les idées reçues »

Basée sur le texte que la brochure et éditée en 2015, l'exposition est un outil complémentaire plus facile d'utilisation pour des événements, dans des espaces socio-culturels ou encore dans l'espace public. L'exposition et la brochure sont disponibles sur le site pour visualisation et diffusable sur demande. Un livret avec des animations est également disponible pour les personnes qui souhaiteraient organiser un temps avec un public de scolaires. En 2019, elle a été empruntée 5 fois :

- par une association membre qui a développé des interventions dans 5 établissements dans le Nord et une à l'Ecole Supérieure du Professorat de l'Enseignement et une dans une prison
- Par Emmaüs Liberté pour un événement dans le Val de Marne
- Par la LDH du 94 à l'occasion d'un débat sur l'histoire des Roms
- Par une enseignante dans les Vosges dans le cadre d'un projet avec un artiste
- Par le Collectif Romeurope d'Antony 92 pour un événement

📍 Le Dossier « Les élus locaux face à la résorption des bidonvilles »

Le dossier est un réel outil de sensibilisation des élus mais également du grand public ou de décideurs à d'autres niveaux que les élus locaux. Tant la forme que le fond ont été conçus pour pouvoir toucher un public différent de celui du CNDH Romeurope, majoritairement militant. Les huit infographies visent également à servir à des actions de sensibilisation ou d'information.

📍 Le guide « Délinquants solidaires »



## Actions de sensibilisation du CNDH Romeurope : interventions & formations

### 🕒 Participation aux projections-débats du film 8 avenue Lénine

Le film *8 avenue Lénine* réalisée par Valérie Mitteaux et Anna Pitoun raconte le parcours de Salcuta et sa famille qui vivait en bidonville à Achères. Il s'agit de la suite d'un premier film qui suivait cette même famille, *Caravane 55*, sorti en 2003. Ces films mettant également en scène le rôle des soutiens et des collectifs, ils ont beaucoup été diffusés dans le réseau du CNDH Romeurope. En 2018, les réalisatrices avaient fait une salve de projection sur des bidonvilles grâce au concours des membres locaux de Romeurope. En 2019, plusieurs projections-débats ont été animées avec les membres de la coordination ou du conseil d'administration du CNDH Romeurope :

- 20/01 à Ivry-sur-Seine : une projection organisée par le Collectif de soutien aux Roms roumains d'Ivry
- 13/04 à Bordeaux : intervention avec les associations bordelaises en présence d'une réalisatrice
- 08/04 à Paris : projection organisée pour le 8 avril, journée internationale des Roms en présence des journalistes et d'une volontaire en service civique aux Enfants du Canal

### 🕒 Interventions à l'invitation d'institutions et associations

- Intervention au CASNAV de l'Essonne le 23 janvier 2019 :

Journée organisée en partenariat par CASNAV de l'académique de Versailles, la DSDEN de l'Essonne, UNICEF, la DGESCO et Réseau Canopé autour de la thématique « Les enfants, les bidonvilles et l'Ecole ». La matinée en plénière est intervenue la coordination du CNDH Romeurope pour aborder la question du point de vue des associations et pour faire connaître des initiatives remarquables faisant avancer la scolarité des enfants vivant en bidonvilles. L'après-midi a été consacrée à la mise en œuvre concrète avec travail collectif pour imaginer un projet à mettre en place par le CASNAV 91.

- Intervention au colloque international « Construire les politiques de luttes contre la pauvreté urbaine à partir du terrain ? » les 3 et 4 juillet 2019 :

Ce colloque international qui a réuni plus de 200 personnes a fait le pari de rassembler à la fois des universitaires, des associations et des personnes concernées. La déléguée générale du CNDH Romeurope a co-animé avec le chercheur Tommaso Vitale un atelier « Agir sur le contexte : les leviers mobilisés pour réunir les conditions de l'insertion sociale et économique ». Une tribune a été publiée au mois de septembre avec une pétition pour demander un changement de paradigme dans la production des politiques publiques.

- Intervention au Festival international de Géographie à Saint-Dié-les Vosges le 6 octobre 2019 :

A l'invitation de la section locale du CCFD Terre Solidaire, une salariée et Aline Malard, représentante du CA sont intervenues sur la question des luttes des habitants des bidonvilles et squats au FIG, colloque important de géographie dont la thématique était la migration. Un atelier réunissant une vingtaine de personnes a été animé pour faire connaître les réalités des politiques publiques envers les habitants des bidonvilles et les résistances de ces derniers.

### **Intervention auprès de lycéens, étudiants et chercheurs :**

En 2019, le CNDH Romeurope a rencontré **11 étudiants et deux classes d'étudiants** (deux interventions avec le Master Sciences de l'Education – Intervention en Terrain Sensible – Université Paris X Nanterre, Master Migrations et relations interethniques – Paris VII – Paris Diderot). Le CNDH Romeurope s'attache à répondre, dans la mesure du possible, aux demandes des étudiants et des chercheurs afin de discuter de leurs sujets d'étude ou de recherche, et d'apporter l'expertise et le positionnement du collectif sur certaines questions.

Nous avons reçu également des chercheurs, notamment Camille Degrand qui a fait une étude pour un projet européen portant sur la scolarisation des enfants en bidonvilles et squats à Lille. Par ailleurs, nous notons une augmentation des demandes de directeurs et directrices de structures.

## III. Annexe

### Rendez-vous avec des étudiant-e-s

- Christine Qiu - Harvard
- Charlotte Dantin
- Chayma Drira, Sciences Po
- Benjamin Naintré - Doctorant en sociologie
- Accès au compte bancaire - janvier 2019
- Situation des Roms en France en comparaison avec l'Espagne - Homa Javadi Montero - 21 mars 2019 - étudiante anthropologie Paris 1 La Sorbonne
- Etude sur les enjeux liés à la résorption des bidonvilles avec un focus sur le projet Romcivic des Enfants du Canal - Etudiantes en Diplôme d'Etat en Ingénierie sociale - 15 mai 2019
- Accès à l'eau mai 2019 - juin 2019
- Etudiant.e.s des Mines de Paris - État des lieux des problématiques liées à la résorption des bidonvilles - juin 2019
- État des lieux des problématiques liées à la résorption des bidonvilles - juillet 2019

# COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

**Collectif National Droits de l'Homme Romeurope**

59, rue de l'Ourcq - 75019 Paris

T : 06 35 52 85 46

contact@romeurope.org



CNDHRomeurope



CNDH\_Romeurope



[www.romeurope.org](http://www.romeurope.org)